



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

LES ÉVOLUTIONS RÉGIONALES DE LA QUESTION KURDE : ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR LA TURQUIE

26 MARS 2014, PARIS

AUTOUR DE

HAMIT BOZARSLAN

Directeur d'études à l'EHESS

ANIMÉ PAR

DIDIER BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS

Compte-rendu du 9^{ème} séminaire organisé le 26 mars 2014 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

Ce texte est reproduit avec l'aimable autorisation de la DAS.



LES ÉVOLUTIONS RÉGIONALES DE LA QUESTION KURDE : ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR LA TURQUIE

Compte-rendu du séminaire organisé le 26 mars 2014 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

AUTOUR DE

Hamit BOZARSLAN / Directeur d'études à l'EHESS

ANIMÉ PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

PROPOS LIMINAIRES - Didier Billion

La question kurde reste une donnée centrale des situations politiques qui prévalent au sein de plusieurs pays du Moyen-Orient, thème que nous avons déjà abordé à plusieurs reprises au cours des travaux au sein de l'Observatoire de la Turquie.

Historiquement, la question kurde ne se présente ni de la même manière, ni avec les mêmes problématiques, selon les pays concernés. Les contraintes imposées par les différents Etats de la région où vivent des populations kurdes ont en effet, *de facto*, induit l'adoption de modes de socialisation, de mobilisation et de contestation diversifiés.

De la même façon, force est de constater que la question kurde ne se pose plus aujourd'hui de la même manière qu'au début des années 2000, voire même qu'il y a seulement cinq ans. Ainsi, on peut constater que la traditionnelle priorité donnée par les mouvements kurdistes à la lutte armée est en passe d'être relativisée au profit des luttes politiques et diplomatiques.

Evidemment, les évolutions en Irak, en Syrie, voire de manière moins claire en Iran, ont substantiellement modifié la donne et ce sera l'un des objets des réflexions et du débat de cette 9^e session de l'Observatoire de la Turquie.

Toutefois, notre angle d'analyse tentera de se concentrer sur la Turquie. Nous savons – indépendamment des violentes turbulences politiques qui s'y développent depuis quelques mois – que le processus de démocratisation de ce pays ne pourra être réellement mené à son terme si la question kurde n'est pas réglée politiquement.

Ce paramètre constitue le cadre général et méthodologique, mais nous allons tenter de mener plus avant nos réflexions pour essayer de mieux saisir :

- 1) où en est précisément ledit processus de résolution qui avait suscité beaucoup d'espoirs au cours de l'année 2013,
- 2) en quoi et comment les processus à l'œuvre en Irak et en Syrie influent ou peuvent influencer sur les potentielles évolutions en Turquie.

Pour se livrer à cet exercice, nous recevons Hamit Bozarsalan, probablement l'un des meilleurs spécialistes des questions kurdes.

Directeur de recherche à l'EHESS, il travaille aussi sur les questions de violence notamment au Moyen-Orient et a par ailleurs commis en 2013 une remarquable *Histoire de la Turquie – De l'Empire à nos jours*.

SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR HAMIT BOZARSLAN

Le contexte d'état de violence au Moyen-Orient

En Turquie, le processus de résolution politique de la question kurde est pour l'instant gelé. Pour tenter de saisir le moment présent de la situation, la question kurde doit être, dans un premier temps, mise en perspective à travers une lecture de la situation générale qui prévaut au Moyen-Orient. Ainsi, il est utile d'inscrire la réflexion dans le concept d'état de violence, développé par Frédéric Gros, caractérisé par la fin de la discontinuité entre la violence extérieure et intérieure.

Le Moyen-Orient est sous l'emprise de cet état de violence depuis les années 1980. Ainsi, du Maghreb à l'Afghanistan, un phénomène de transformation des frontières est discernable au sein duquel les acteurs non-étatiques jouent un rôle considérable et sont graduellement montés en puissance. Cette évolution peut se réaliser en collaboration ou en opposition avec

les Etats, selon les conjonctures et l'évolution des rapports de force. De ce point de vue, du fait d'un processus de fragmentation territoriale, l'Etat westphalien est aujourd'hui en crise profonde. Ainsi, la période est caractérisée dans la région par l'accentuation des marges de manœuvre des acteurs armés non-étatiques.

Au cours des années 1980, la situation des Kurdes procède de cette situation générale. Ainsi on peut constater qu'en Iran, la guérilla kurde, soutenue par l'Irak, est décapitée ; qu'elle est violemment réprimée en Irak, où elle va jusqu'à subir des attaques à l'arme chimique en 1988 ; qu'en relation avec la guerre civile libanaise, la Syrie accueille et protège le PKK, qui peut alors se réorganiser et renforcer ses capacités opérationnelles. Les organisations kurdes, qui veulent s'affirmer sur la scène régionale, se retrouvent alors toutes dans les turbulences d'un état de violence régionale qui tend à se généraliser.

Aujourd'hui la situation s'est modifiée et les populations kurdes sont dans une situation d'« empowerment » (autonomisation), qui demeure toutefois fragile.

Le Kurdistan irakien est devenu une région autonome, comptant une population de 5 millions d'habitants et une armée officielle composée d'environ 100 000 hommes. L'administration centrale irakienne est totalement absente de ce territoire, la jeunesse kurde n'a jamais connu le régime baasiste, les médias s'expriment en kurde. Pour de multiples raisons, on constate un développement économique impressionnant de la région.

En Syrie on assiste à une sécession de fait depuis 2012. Ne pouvant contrôler la totalité du territoire, Bachar el-Assad a préféré abandonner les zones de peuplement kurde de la Syrie, ces dernières ne représentant que peu d'intérêt, stratégiquement parlant, pour le régime. Cette décision vise également à déstabiliser la Turquie en raison de son soutien aux rebelles syriens. La région est actuellement contrôlée par le Parti de l'unité démocratique (PYD), politiquement proche du PKK. Il se situe dans une dynamique d'autonomisation, du fait de l'adoption d'une esquisse de constitution, de la mise en place d'une administration cantonale et de l'organisation d'une armée de 30 000 hommes. Renversement complet de situation pour une région qui se trouvait auparavant dans une relation de subordination complète vis-à-vis du pouvoir central.

En Iran, la communauté kurde reste isolée. Une trêve a toutefois cours depuis 2010 et le gouvernement iranien ne semble pas vouloir attiser les tensions, en raison de la carte régionale actuelle et des pressions qu'il subit. La victoire de Hassan Rohani peut, en outre, laisser espérer un changement d'approche sur la question kurde.

La situation en Turquie

Depuis le 17 décembre 2013, se développe une guerre politique ouverte entre un pouvoir kleptomane et le mouvement güleniste, qui entraîne la Turquie dans une situation de dérive autoritaire préoccupante.

Face à la multiplication des révélations de nombreuses affaires de corruption, l'AKP ne peut plus prétendre à l'appellation de « parti immaculé » (*ak* signifiant « blanc », « pur ») comme aimait à le présenter ses responsables. Le mouvement güleniste, quant à lui, se présente comme un courant de bienfaisance et d'entraide (ses partisans le présentent sous le nom de *Hizmet* ce qui signifie « service »), mais il s'est organisé comme un Etat parallèle, notamment très influent au sein de trois ministères (Justice, Intérieur et Education nationale).

Depuis plusieurs mois, il ne se passe plus une journée sans que des révélations et des purges ne soient rendues publiques, ce qui contribue à créer un état d'incertitude absolue en Turquie. Ainsi, la visibilité politique n'excède pas quelques heures, de nouveaux scandales pouvant surgir à tout moment.

Au final, il règne en Turquie une situation de double incertitude, intérieure et extérieure. L'une des conséquences de cette situation est qu'elle bloque la résolution de la question kurde, qui se trouve *de facto* prise en otage et dans un moment de fortes turbulences.

Si l'on tente de prendre quelque recul, on peut discerner, au cours des dernières années, la cristallisation de deux blocs interdépendants sur la scène politique turque : l'AKP et le bloc kurde.

La double hégémonie : AKP et instances politiques kurdes

1. L'AKP

A l'approche des élections locales du 30 mars, l'AKP dispose d'une indéniable capacité de mobilisation au sein de classes sociales diverses, dont les intérêts sont contradictoires mais que le parti est jusqu'alors parvenu à concilier. On trouve ainsi la bourgeoisie puritaine, vivant notamment dans les provinces, qui représente la force économique ascendante de la Turquie et qui reçoit un fort soutien de l'Etat, notamment par l'attribution de lucratifs

marchés publics. En échange, cette bourgeoisie reverse d'importantes contributions à l'AKP, qui se charge de les redistribuer aux couches sociales les plus défavorisées. A ce propos, il est utile de souligner que la question sociale n'est pas considérée par l'AKP comme relevant de la sphère politique mais plutôt comme une question de charité, ce qui rapproche, sur ce point, le parti de l'idéologie des Frères musulmans en Egypte.

La société turque est devenue très conservatrice et fait preuve d'une certaine orthopraxie. Si les institutions et les lois se maintiennent, les pratiques se sont, pour leur part, incontestablement modifiées. Ainsi, on peut constater que l'AKP insiste fréquemment sur l'idée d'une grandeur de la Turquie, inspirée de l'Empire ottoman, ce qui induit de nouvelles pratiques politiques. Même si le pays entre dans une période où les indicateurs économiques commencent à être dans le rouge, on ne peut contester le fait que le parti de Recep Tayyip Erdoğan a réussi à créer une société de consommation de masse. Malgré l'importance de la dette (500 milliards de dollars de dette intérieure à cause d'une utilisation exponentielle des cartes de crédit rend notamment la situation potentiellement explosive), il est parvenu jusqu'alors à maintenir stabilité et prospérité économiques. L'AKP combine ainsi un projet de grandeur et une société d'abondance.

Même si la crédibilité du parti a été affaiblie, ce bloc hégémonique ne va pas s'effondrer et perdurera. Mais, pour se maintenir, l'AKP a besoin de développer des formes de radicalisation politique, ce qui est paradoxal puisqu'il est parvenu au pouvoir à la suite d'un mouvement de dé-radicalisation de la Turquie. Ainsi, depuis trois ans, sa principale stratégie a été la dénonciation des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Les conséquences de cette volonté de polarisation sont considérables, en particulier pour la communauté alévie qui représente 25% de la population et qui est sur le point d'exploser, tiraillée par de multiples contradictions.

2. Le bloc kurde

Au sein du bloc hégémonique kurde, on peut distinguer trois composantes. Abdullah Öcalan, chef charismatique du PKK, qui *de facto* dirige l'organisation malgré son emprisonnement. Il représente l'instance ultime de la mouvance politique kurde, peut fixer des lignes rouges et les faire bouger sans que sa légitimité soit remise en cause. Ensuite, le PKK qui reste l'acteur partisan de référence de l'espace kurde. Enfin, le parti légal kurde, le Parti pour la paix et la

démocratie (BDP), qui contrôle la plupart des municipalités de la zone kurde¹.

En Turquie, au cours de l'histoire récente, deux générations ont connu une tradition militante d'engagement politique, celles de 1968 puis de 1978. S'en est suivi un vide militant jusqu'aux années 2011-2012, qui ont à leur tour vu l'émergence d'une nouvelle génération. A l'inverse, au sein de la population kurde, le militantisme a connu une réelle continuité, rythmée par transmission générationnelle décennale, accompagnée d'un renouvellement et d'une féminisation des militants et des cadres. La lutte politique est en effet devenue un espace de liberté pour les femmes, en témoigne, par exemple, la candidature d'une étudiante kurde âgée de 26 ans aux élections municipales dans la ville de Mardin. Cette intégration des femmes au combat politique au sein du mouvement kurde ne connaît pas d'équivalent au niveau turc.

Toutefois, ce bloc hégémonique se nourrit de différenciations de classe très nette. Il était, jusqu'au milieu de la première décennie des années 2000, constitué d'artisans et de notables. Aujourd'hui, avec l'urbanisation rapide, de nouvelles classes moyennes ont émergé et, avec elles, de nouvelles exigences et d'autres moyens de pression et d'action se sont cristallisés. L'impressionnante vivacité intellectuelle des débats dans les universités kurdes expriment et témoignent de cette tendance. Cette nouvelle forme de participation à la vie politique modifie le mouvement kurde et lui permet ainsi de s'affirmer et de devenir incontournable. Au-delà de ces réelles évolutions, les nouvelles classes moyennes kurdes ne vont ni se dissocier du PKK ni se réduire à cette organisation.

On peut enfin constater que l'AKP a été contraint de se « kurdifier » au niveau local, en réutilisant par exemple la syntaxe nationaliste kurde. Le terme de Kurdistan utilisé en Syrie (*Rôjava*) est par exemple désormais passé dans le vocabulaire courant turc et kurde, preuve que la mouvance kurde a élargi son espace politique. En outre, si les échanges et les débats au sujet du Kurdistan irakien ont repris de manière suivie entre Recep Tayyip Erdoğan et le président irakien, Nouri al-Maliki, cela profite moins à l'AKP qu'à la mouvance kurde. La principale fragilité du bloc kurde, bien qu'il soit politiquement solidement installé, est, en réalité, la possibilité de reprise d'une politique coercitive de la part du gouvernement turc.

Le processus de paix

¹ Situation confirmée lors des élections locales du 30 mars 2014 – ndlr.

Lors du lancement du processus de paix fin 2012 – début 2013, les sociétés kurde et turque étaient devenues fortement différenciées et polarisées. Si l'on considère les sociétés en question, on constate par exemple que les modes de vie ont changé, ainsi surtout que les processus de socialisation et les façons de faire de la politique. C'est pourquoi, les processus de mobilisation politique qui s'y développent se distinguent nettement. Ainsi, alors que les manifestations, débutées en juin 2013 à Gezi, se sont étendues dans 83 villes du pays, les populations kurdes, hormis les Kurdes d'Istanbul, y ont peu participé. Les crises de la société turque ne semblent pas se projeter de l'autre côté de l'Euphrate.

Dans cette situation, on peut distinguer deux enjeux principaux. D'une part, l'acteur kurde cherche l'émancipation et l'élargissement de son autonomie, et tente de créer des espaces parallèles de contre-pouvoirs. Même s'il n'est pas explicitement formulé, le projet d'autonomie du Kurdistan est aujourd'hui imaginable, ce qui n'était pas le cas il y a trois ans. D'autre part, le Premier ministre veut domestiquer le mouvement et obtenir la reconnaissance des Kurdes. Il cherche à réintégrer la « kurdicité » dans la nation turque et l'espace musulman sunnite, tout en renforçant la « turcité », ce qui représente deux choix profondément contradictoires. À l'échelle régionale, Recep Tayyip Erdoğan a sensiblement le même objectif. On peut par ailleurs noter que la stratégie de l'Iran, dans son contexte, procède d'un raisonnement sensiblement similaire. Ainsi, le Kurdistan se trouve pris en otage entre deux forces régionales qui veulent s'approprier le contrôle de la kurdicité.

Si les négociations sont effectivement ouvertes avec Abdullah Öcalan, qui est l'interlocuteur principal de l'Etat, 10 000 militants kurdes sont toujours incarcérés. Leur libération, qui dépend en réalité d'une décision du Premier ministre turc – preuve supplémentaire du manque d'indépendance de la justice turque –, est systématiquement refusée, ce qui pourrait compromettre le fragile processus.

Après les élections municipales, une radicalisation du mouvement kurde en Turquie est envisageable, exprimée par l'exigence de mise en œuvre d'une décentralisation radicale. La vague de mobilisations, sensible depuis 2005, a conduit à l'impossibilité de contrôler et de contenir une fraction de la jeunesse kurde, qui risque, pour cette raison, de ne plus accepter le *statu quo*. Cette situation délétère est une des raisons pour laquelle le PKK, obsédé par la nécessité de maintenir son contrôle et son ascendant sur la population kurde du sud-est de la Turquie et désireux de parvenir à un compromis politique, a cessé la lutte armée.

Au final, la situation d'incertitude qui prévaut en Turquie et dans la région est préoccupante, car elle sous-tend la possibilité d'une recrudescence de la violence et l'émergence de forces impossibles à contrôler. Il est, par exemple, difficile de connaître les conséquences que pourraient induire un attentat. Il convient également de ne pas oublier les courants ultranationalistes présents en Turquie, qui restent prêts à agir, tels une épée de Damoclès sur le processus de paix, en cas de crise. On constate par exemple, depuis un an, la multiplication des affrontements entre Kurdes et Turcs ultra-nationalistes, ce qui indique une potentialité de radicalisation qui constitue une réelle menace.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

Politique intérieure

Moment présent de la situation politique en Turquie

Considérant les élections locales à venir comme gagnées par avance par Recep Tayyip Erdoğan, un des participants estime que, compte tenu du fait que le Premier ministre a facilité la constitution d'un « Etat profond bis », incarné par le mouvement güleniste, pour contrer l'influence de l'institution militaire, il n'est pas certain qu'il puisse efficacement affronter les gülenistes. Hamit Bozarslan considère, pour sa part, que la partie n'est pas gagnée pour Recep Tayyip Erdoğan qui s'est imprudemment placé dans une logique plébiscitaire. Aussi, s'il est vrai que le Premier ministre a laissé les gülenistes s'installer à des postes importants au sein de l'appareil d'Etat, il n'en demeure pas moins que ces derniers incarnent un mouvement élitaire qui se fixe l'objectif d'influencer l'Etat, mais qui ne possède pas de potentiel électoral. En outre, il existe aujourd'hui une fracture profonde entre ces deux branches de l'islam politique qui se traduit notamment par une autonomisation politique de l'AKP.

Ce constat étant posé, le remplacement des élites est possible, comme l'a montré Recep Tayyip Erdoğan ces dernières semaines, notamment avec les purges radicales au sein de l'administration (1/3 des préfets remplacés), de l'appareil judiciaire et de la police au sein desquels les limogeages et mutations concernent plus de 10 000 personnes. L'AKP, qui ne

disposait pas d'élites lors de son accession au pouvoir, a pu bénéficier, grâce à l'amélioration de la situation économique et l'éducation d'une partie de la jeunesse à l'étranger, de l'affirmation de nouvelles élites opportunistes, fonctionnelles, sur lesquelles il peut désormais s'appuyer. Parallèlement, les élites kémalistes sont vieillissantes et visiblement moins en prise avec les évolutions récentes de la société. L'AKP possède également un pouvoir d'attractivité important vis-à-vis des élites provinciales dont il a favorisé l'intégration au sein du système mis en place.

Hamit Bozarslan considère que les gülenistes ne constituent pas véritablement une confrérie mais se situent plutôt dans la tradition historique et la lignée des oulémas et ne souhaitent pas fragiliser la société. Dans cette tradition, il y a obéissance totale au pouvoir à la condition que les oulémas puissent garder le contrôle sur la religion et sur la communauté des croyants. Ainsi, Fethullah Gülen considère que Recep Tayyip Erdoğan doit accepter le pouvoir des oulémas, mais on a pu observer, au cours des dernières années, que le pouvoir politique cherchait désormais à s'émanciper de cette alliance. En d'autres termes, le mouvement Gülen constate qu'il est en train de perdre le rôle d'arbitre qu'il avait acquis sur la scène politique turque, et se retrouve de ce fait aujourd'hui dans l'urgence car les réseaux qu'il était parvenu à construire semblent en péril.

Interrogé sur la signification des récents scandales de corruption, Hamit Bozarslan estime que cela révèle avant tout l'enrichissement de certains clans et la mise en place d'un véritable « capitalisme des copains ». Subissant la révélation quotidienne des scandales politico-financiers, la Turquie peut aujourd'hui être considérée comme un « bateau ivre », ce qui certes complique conjoncturellement la tâche du Premier ministre, mais qui pourrait aussi lui permettre de consolider son pouvoir à moyen terme. En effet, en se débarrassant des gülenistes et en dénonçant les tentatives de coups d'Etat, réels ou supposés, Recep Tayyip Erdoğan cherche à se parer d'une image démocratique.

Hamit Bozarslan souligne le paradoxe de la situation actuelle d'une Turquie ayant un haut niveau d'éducation et une économie développée mais dont le tissu social pourrait considérablement s'affaiblir en raison de la surenchère des acteurs politiques. D'un strict point de vue rationnel, la spirale autodestructrice dans laquelle se trouvent l'AKP et le mouvement güleniste est difficilement compréhensible.

Réfléchissant sur la scission entre l'AKP et les gülenistes, un des participants considère que la crainte de division au sein même de la communauté sunnite constitue un phénomène

nouveau en Turquie, la ligne de fracture se trouvant par le passé traditionnellement entre Turcs et minorités. Hamit Bozarslan précise *a contrario* que ce n'est pas la première fois qu'une telle situation apparaît dans l'histoire de l'Islam et, qu'en outre, cette crainte est utilisée par le gouvernement comme une forme de légitimation de son pouvoir.

Tactique électorale de Recep Tayyip Erdoğan

Selon Hamit Bozarslan, le Premier ministre bénéficie d'une certaine marge de manœuvre notamment grâce au fait que les élections présidentielles se font à deux tours. En outre, en termes de sociologie électorale, il est notoire que, à l'exception des années 1973-74, les forces politiques conservatrices ont toujours bénéficié d'une majorité écrasante, réunissant généralement entre 65 et 70 % des voix (environ 7 % pour les partis kurdes et 5 % pour les formations aléviées). Cependant, l'élection présidentielle n'est pas gagnée d'avance et on peut même envisager une défaite de Recep Tayyip Erdoğan si la situation économique venait à se dégrader brutalement.

Interrogé sur un éventuel consensus entre l'AKP et le BDP après les élections municipales, Hamit Bozarslan considère que ces dernières n'auront que peu d'impact sur la stratégie kurde de Recep Tayyip Erdoğan.

Questions kurdes

Point de vue des gülenistes sur le processus de paix

Hamit Bozarslan souligne que les gülenistes ont mal lu l'histoire de la Turquie. Représentant un mouvement élitiste, et non pas populaire, ils ont concentré leurs efforts sur le contrôle de l'État et délaissé l'idée de construire une base partisane. Ainsi, le mouvement güleniste représente aujourd'hui non pas une formation politique mais une instance étatique, Fethullah Gülen n'ayant toutefois pas visiblement compris qu'en Turquie la signature du Premier ministre était plus importante que celle des juges.

Concernant la question kurde, les gülenistes ont investi au Kurdistan, singulièrement dans les écoles. Mais, encore une fois, constituant un mouvement élitiste, ils ne bénéficient pas de potentiel électoral. Cette stratégie d'influence dissimulée, mise en œuvre par les gülenistes, ne manque d'ailleurs pas d'inquiéter le BDP qui voit dans ce mouvement un concurrent potentiel. D'autant que Fethullah Gülen, à de nombreuses reprises, a fait montre

d'une attitude anti-kurde, et qu'il a soutenu en 2012 le virage répressif de l'AKP. Néanmoins, bien qu'ils restent porteurs d'une idéologie nationaliste classique, les gülenistes ne nient pas la réalité kurde en Turquie et ne sont pas par principe hostile au processus de paix.

Avenir des mouvements armés kurdes

Le PKK a privilégié la lutte armée dans les années 1980, stratégie qui montra ses limites et n'aboutit pas aux résultats escomptés, c'est pourquoi cette dernière fut progressivement relativisée. Toutefois, le PKK peut la réactiver rapidement car ses combattants n'ont pas été désarmés. De plus, ces derniers sont disciplinés et le noyau dur de l'organisation reste sous un ferme contrôle politique. La question est alors plutôt de savoir si la population kurde, et notamment les classes moyennes, est prête à accepter un retour à la lutte armée. A ce stade, cela apparaît peu probable, même si des éléments radicalisés, principalement dans les centres urbains et au sein de la jeunesse, peuvent y être favorables. Aussi, il semble que l'aile militaire la plus radicale du PKK ne se trouve plus aujourd'hui au centre du mouvement. Si les dirigeants de cette organisation apparaissent aujourd'hui divisés, cela a toujours été le cas et, à cet égard, Abdullah Öcalan continue d'incarner le rôle de rassembleur. Ainsi, s'il existe de véritables dissensions internes, celles-ci ne remettent pas en question le PKK en tant que tel.

Interrogé sur le fait que le PKK serait armé par Israël ou les Etats-Unis, Hamit Bozarslan a réfuté cette hypothèse qui, malgré sa récurrence, n'a jamais été étayée par des éléments probants.

Concernant l'avenir des mouvements armés kurdes au niveau régional, il estime que la Syrie est la clé de la situation. Alors que les années 1980 ont vu l'affirmation de différenciations au sein des mouvements kurdes selon les pays d'origine, allant jusqu'à entraîner des combats fratricides, il semble que depuis trois-quatre années, les mouvements armés kurdes ont décidé de ne plus permettre les violences intra-kurdes. En témoigne la coopération transfrontalière entre les Kurdes irakiens et le PKK qui laisse une certaine marge de manœuvre à ce dernier. Cependant, si la situation syrienne venait à se radicaliser ou si un conflit devait naître entre la Turquie et l'Iran, les relations entre les Kurdes pourraient se modifier. Hamit Bozarslan précise que le PKK peut très bien se passer de ses bases dans la région transfrontalière et a désormais acquis une véritable expérience de la guérilla comme en témoignent les opérations qu'il a menées à Dersim en 2011 et 2012.

Rôle de l'armée sur la question kurde

Un des participants estime qu'il existe actuellement une alliance objective entre le PKK et l'armée contre le mouvement güleniste. Cependant, Hamit Bozarslan souligne que le chef d'état-major de l'armée turque a soutenu le gouvernement AKP dans sa politique de répression à l'encontre du mouvement kurde. Il rappelle que l'armée, en 1996, avait déclaré que le PKK constituait la première menace contre le pays.

Hamit Bozarslan souligne que la marge d'autonomie de l'armée turque s'élargit à nouveau, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'un retour de l'influence de cette institution dans la vie politique. Par ailleurs, il faut noter l'affirmation du rôle central d'Hakan Fidan, chef des services de renseignement turcs, qui peut actuellement être considéré comme l'homme le plus puissant de Turquie après Recep Tayyip Erdoğan, facteur qui présente un grave risque de dérive vers un Etat policier.

Question d'une autonomie kurde en Turquie

A la question de l'autonomie des Kurdes de Turquie et les interrogations qui en découlent sur le risque d'une guerre civile, Hamit Bozarslan précise qu'autonomie n'est pas synonyme de séparation et donc que ce processus ne serait pas nécessairement violent. En outre, beaucoup de Kurdes ont été déplacés et il est probable que leur mécanisme d'intégration dans les grands centres urbains, où ils sont désormais numériquement aussi nombreux que dans la zone traditionnelle de peuplement kurde, s'approfondira. Par ailleurs, contrairement à ce qui est souvent avancé, les Kurdes alévis ne sont pas majoritairement hostiles à une autonomisation des Kurdes. De façon générale, l'élément principal reste que les Kurdes puissent décider de leur autonomie le moment venu.

Politique extérieure

Influence des puissances mondiales sur la vie politique en Turquie

Hamit Bozarslan estime que le rôle des puissances mondiales en Turquie est désormais politiquement faible. D'autant qu'au cours des années récentes, il est loisible de constater une fatigue des sociétés américaine et européennes à l'égard du Moyen-Orient induisant

une marginalisation de la région dans leurs préoccupations. Ces facteurs expliquent en partie le relatif silence qui entoure les événements en Syrie et en Turquie. Toutefois, contrairement à ce que certains affirment, Israël et les Etats-Unis ne souhaitent pas une déstabilisation de la Turquie. Au contraire, Washington milite toujours pour l'intégration de la Turquie à l'Union européenne.

Par ailleurs, il faut noter un durcissement de la scène internationale, illustré par la volonté de revanche de la Russie ou encore par la politique menée par la Chine, qui a assurément des répercussions sur le Moyen-Orient, comme en témoignent les dossiers syrien et iranien. Hamit Bozarslan considère toutefois que ce raidissement n'a pas encore impacté la question kurde.

Influence de la Russie sur le Kurdistan irakien

A la question de savoir si le Kurdistan irakien peut être considéré comme un « pion » de la Russie au Moyen-Orient, en tant que pivot de sa ligne de défense, Hamit Bozarslan, considère que cette vision est erronée et qu'il faut plutôt noter que ladite région, du fait de la présence de nombreux investisseurs, est plutôt devenue une colonie turque sur le plan économique. Les deux pays principaux présents au Kurdistan irakien sont la Turquie et les Etats-Unis, ces derniers ayant clairement manifesté leur volonté d'inscrire cette région dans leur stratégie moyen-orientale. Interrogé sur ses importantes richesses en hydrocarbures, Hamit Bozarslan considère qu'elles représentent à la fois un atout et un danger pour le Kurdistan irakien. ■

LES ÉVOLUTIONS RÉGIONALES DE LA QUESTION KURDE : ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR LA TURQUIE

Compte-rendu du séminaire organisé le 26 mars 2014 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

AUTOUR DE

Hamit BOZARSLAN / Directeur d'études à l'EHESS

ANIMÉ PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Biographie de Hamit Bozarslan

Directeur d'études à l'EHESS. Docteur en Histoire (Les courants de pensée dans l'Empire ottoman, 1908-1918, sous la direction de François Furet, EHESS, 1992) et en Sciences politiques (Etats et minorités au Moyen-Orient. La régionalisation de la question kurde, sous la direction de Remy Leveau, IEP de Paris, 1994), Hamit Bozarslan a été allocataire de recherche au Centre Marc Bloch (1995-1997) et « visiting fellow » à l'Université de Princeton (1998). Elu maître de conférence à l'EHESS en 1998, puis, en 2006, directeur d'études dans le même établissement, il a co-dirigé, avec Daniel Rivet et Jean-Philippe Bras, l'IISMM (Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman) entre 2002 et 2008. Il est membre du comité de rédaction des revues Cultures et Conflits et Critique internationale et membre de la Société asiatique.

Ses travaux portent principalement sur l'histoire de la Turquie contemporaine, la question kurde, les questions minoritaires au Moyen-Orient, l'histoire et la sociologie de la violence au Moyen-Orient.

Nous remercions la DAS pour son aimable autorisation de reproduire ce texte.

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / MAI 2013

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info